



**L'EXTRÊME
DROITE**
LÀ OÙ ON NE L'ATTEND PAS

ÉDITO

Contre l'extrême droite triomphante, mener la lutte au bon endroit

Impossible de l'ignorer, en ce début 2025, les partis d'extrême droite et le fascisme sont partout. Que ce soit aux États-Unis, dans une mise en spectacle débridée des pires obsessions (technico)réactionnaires du duo Trump-Musk, ou dans de (toujours plus) nombreux pays d'Europe, où ces partis font des scores qui leur assurent de pouvoir peser sur l'agenda politique.

Comment en est-on arrivé là ? Comment, trois générations après la découverte de l'abomination que fut la Shoah en Europe, des discours prônant la haine et le racisme ont-ils pu s'imposer de façon aussi hégémonique ? C'est bien sûr le résultat d'une longue stratégie de dédramatisation qui ne doit rien au hasard. L'extrême droite a bien compris aussi que, pour rendre ses idées acceptables, il fallait multiplier les canaux et prêcher « là où on ne l'attend pas ». C'est ce que nous allons nous atteler à explorer dans ce numéro.

Nous verrons dans un premier temps comment les réseaux sociaux ont agi comme une caisse de résonance des obsessions de l'extrême droite; la viralité et le mélange des genres comme étendard. Nous ferons également le point, à travers deux articles dédiés, sur cette stratégie qui vise à récupérer des luttes traditionnellement inscrites à gauche comme le féminisme ou l'environnement, pour mieux dissimuler des prétentions nationalistes, racistes et réactionnaires.

Pour décoder cette évolution, François Debras, professeur associé au « Centre d'Études Démocratie » de l'ULiège, nous livre son éclairage sur ce phénomène d'une extrême droite avançant masquée sur de nouveaux terrains, sous couvert d'arguments semblant politiquement corrects. Nous y ferons suite dans un dernier article qui tente d'amener quelques éléments de compréhension au vote des minorités pour la droite extrême, dont on devine qu'elles ne seront pourtant pas gagnantes.

Voir-comprendre-agir. La montée de l'extrême droite n'est plus depuis longtemps une hypothèse de l'ordre de la dystopie pour tout défenseur des droits humains. L'heure est grave pour nos démocraties et nos droits fondamentaux. Ce numéro se donne pour objectif de comprendre et de nous fournir des clés pour lutter et passer à l'action. Car ce n'est qu'en développant notre regard, en apprenant à décoder le langage policé des nouveaux militants de l'extrême droite, mais aussi en comprenant ce qui motive ce vote et le sentiment d'exclusion qui l'accompagne, que nous pourrons espérer, militants comme associations de gauche, proposer un autre narratif, porteur d'espoir et de justice sociale pour toutes et tous.

Ont collaboré à ce numéro :

Kim Dal Zilio, Laurence Delperdange, Adrienne Demaret, Guillaume Lohest, Charlotte Renouprez, Monique Van Dieren

Rédacteur en chef :

Guillaume Lohest

Coordinatrice de ce numéro :

Kim Dal Zilio

Crédits photos :

Canva, Freepik, Wikimedia Commons

Graphisme & mise en page :

Magali Lequeux

Éditeur responsable :

Charlotte Renouprez

rue du Lombard 8 | 5000 Namur

Tél : 081/73.40.86

secretariat@equipespopulaires.be

Kim Dal Zilio

LA TOILE SOUS INFLUENCE

Par Kim Dal Zilio

COMMENT L'EXTRÊME DROITE MONOPOLISE LA BATAILLE CULTURELLE



Internet dépasse largement les frontières nationales, permettant, grâce à l'extrême viralité de ses contenus, de toucher un public très vaste sur base d'intérêts ou de convictions communes. S'agissant de l'extrême droite, d'hyperliens en recommandations, l'algorithmes régurgite à l'envi ses obsessions antidémocratiques à l'internaute qui se sera laissé guider de liens en liens, l'enfermant ainsi dans une « bulle de filtres » : grand remplacement, antiféminisme, immigration, antiwokisme...

La présence des idéologues de l'extrême droite au sein de l'espace numérique ne date pas d'hier. Comme le rappelle François Debras dans notre interview, dès le début des années 2000, alors qu'Internet n'était encore qu'à ses prémices, le Front National français a été l'un des premiers partis politiques à avoir sa propre page en ligne. À l'époque, son discours suscitant encore des levées de boucliers dans les grands médias, Internet apparaît comme un moyen privilégié de développer ses convictions. Ce site officiel est toutefois déjà pensé comme étant la face visible d'un parti qui souhaite lisser son image.

COMMUNICATION 2.0

C'est au sein de la fachosphère, néologisme créé à partir des mots « fascisme » et « blogosphère » (issu de blog : « site Web d'un individu, sorte de carnet de bord dans lequel il exprime ses points de vue, ouvrant son espace aux réponses d'internautes ») que l'extrême droite va trouver un espace où promouvoir et faire

vivre ses idées. L'objectif étant de passer outre le journaliste pour s'adresser directement au lecteur. L'un des plus connus est le blog français « Fdesouche¹ ». Mais la Belgique n'est pas en reste. On se souviendra notamment de Schild & Vrienden, groupuscule fondé par Dries Van Langenhove, ex-député de la N-VA, qui a valu à l'intéressé d'être condamné à un an de prison ferme pour infraction à la loi sur le racisme et le négationnisme par le tribunal correctionnel de Gand. En effet, un reportage de la VRT avait mis le doigt sur des messages racistes et antisémites échangés sur des forums de discussion privée par ses sympathisants.

Un autre espace numérique où l'extrême droite va véritablement trouver écho à ses aspirations réactionnaires, c'est sur Youtube, plateforme vidéo privilégiée notamment par les antisémites notoires Alain Soral et Dieudonné, mais aussi par d'autres internautes proches de l'extrême droite. Avec l'avènement des réseaux sociaux, les canaux de propagande de ces militants réactionnaires vont se multiplier, leur permettant d'étendre considérablement leur emprise.

UN BUSINESS MODEL QUI FAVORISE LA POLARISATION

Alors qu'aux prémices de ces réseaux sociaux, l'utilisateur choisissait les pages auxquelles il adhéraient, et les « amis » dont il souhaitait suivre les aventures et prises de position pour composer son « fil d'actualité », désormais l'algorithme est roi et expose majoritairement celui-ci à des contenus qu'il n'a pas choisis, et ce, sur un modèle économique qui valorise le clash et les controverses. Ce qui est en jeu, ce sont notre attention et l'émotion que ces contenus suscitent. Car un contenu qui nous fâche ou nous révolte va provoquer une plus grande envie de réagir, souvent à chaud et sans prendre le temps, pourtant salutaire, de la réflexion. Or, au plus nous passons du temps sur ces plateformes, au plus elles sont gagnantes. Plus de clics, plus de vues, c'est assurément plus d'annonceurs. Et certains influenceurs l'ont bien compris, n'hésitant pas à surfer sur les polémiques et à souffler sur les braises.

Le succès de leurs opérations, précise Nicolas Lebourg, historien spécialiste de l'extrême droite, ne dépend pas que des médias en ligne : « *Y contribuent aussi l'émergence des chaînes de télévision d'information continue, structurellement demandeuses de polémiques, puis l'extension de leur modèle discursif* ».

QUI SONT CES INFLUENCEURS ?

En grande majorité (mais pas exclusivement, voir encadré), il s'agit d'hommes, relativement jeunes, blancs et hétérosexuels. Ils partageraient entre autres un rejet des discours des médias officiels. Tristan Boursier, docteur en sciences politiques, précise : « *Ils défendent une idéologie, nationaliste, autoritaire et antidémocratique via les réseaux sociaux, et s'inspirent largement des tactiques mi-*

*litantes de l'alt-right états-unienne*³. *Tout comme elle, ils se positionnent contre le multiculturalisme, l'immigration, la gauche, les droits des femmes, des minorités sexuelles, etc.*⁴ ».

Afin d'étendre leur influence, et pour contourner la modération mise en place par les plateformes, ce petit monde va également renforcer sa présence sur Instagram ou Tik Tok, où l'on retrouve un public plus jeune. Adoptant le format court et viral des réels et des contenus apparaissant comme moins idéologiques, ils récupèrent à leur profit les codes de ces plateformes pour toucher un nouveau public et distiller insidieusement leur idéologie raciste et réactionnaire. Pour ce faire, ils mélangent influence et divertissement, et se présentent comme dépolitisés. Sur leurs réseaux, ils vont ainsi orienter leur discours sur la séduction, le fitness ou la promotion d'un certain style de vie. Mais qu'on ne s'y trompe pas, en filigrane de ces contenus en apparence bénigne, se cachent bel et bien les thématiques chères à l'extrême droite. Les coachs en séduction, par exemple, exhibent une vision du monde terriblement misogyne, où les femmes seraient des proies redevables aux hommes et

sur lesquelles il s'agirait de déployer son emprise. Tristan Boursier dans ses recherches remarque par ailleurs que « *l'antiféminisme (opposition à l'égalité hommes-femmes) est un thème structurant chez ces influenceurs (...)* Le discours antiféministe leur permet de radicaliser une partie de leur public vers d'autres idées du corpus d'extrême droite, notamment la croyance en l'existence de races. L'essentialisation des genres facilite l'adhésion à l'essentialisation des humains par leur religion, leur race supposée ou leur culture, créant un lien entre antiféminisme et racisme ».

POUR QUELS IMPACTS ?

Pour de nombreux influenceurs, il y a un enjeu à mener : « la bataille culturelle ». Dries Van Langenhove, encore lui, parle de « réinfosphère », à savoir « une volonté de réinformer la société ». Benjamin Biard souligne en effet que dans ses vidéos « *il intervient, lui et lui seul assis derrière sa caméra, pour réinterpréter l'actualité* ». De fait, on se rend compte que les politiques, tout comme les mé-

L'EXEMPLE NÉMÉSIS : ÇA EN A L'ASPECT, MAIS ÇA N'EN EST PAS

En France, l'électorat de Marine Le Pen est de 53% de femmes. Le collectif Némésis est une illustration éloquent de ces groupements qui déferlent sur la toile afin de pratiquer de la récupération, avec ici pour cibles principales les femmes. Elles se disent féministes, maîtrisent les codes de la militance 2.0 mais défendent en fait des idées identitaires et racistes. Reçu favorablement à l'extrême droite, il est désavoué et très critiqué par plusieurs collectifs pour son instrumentalisation du féminisme. Pour installer sa légitimité, il reprend à son compte de nombreux codes militants des féministes, comme les collages de rue (par exemple avec le mot valise « Rapefugees » qu'on pourrait traduire par réfugié-violeur). Très critique à l'égard des féministes traditionnelles, le groupe se présente comme « l'île où les rescapés du féminisme peuvent se réfugier ». Pourtant, comme le pointe *Le Monde*, « *le « féminisme » revendiqué par Némésis ne s'attaque qu'aux violences sexuelles prétendument commises par les étrangers* », en ignorant donc, selon l'analyse de Caroline De Haas, « *une immense majorité des cas de violence ; le Collectif n'évoque pas les droits des femmes, l'égalité salariale, la répartition des tâches ménagères ni l'IVG*⁵ ».

dias, récupèrent à leur compte les stratégies de l'influence car les lignes entre les uns et les autres sont extrêmement poreuses.

Soutenus par une armée d'internautes prêts à partager et alimenter leurs vidéos, le but de ces influenceurs est de progressivement déplacer le curseur médiatique pour imposer le narratif de la droite extrême, et ce jusque dans les médias grand public. Pour ce faire, ils maîtrisent parfaitement les codes des médias 2.0 mais également l'art de l'euphémisation, soit le fait d'édulcorer certains mots trop marqués idéologiquement. Un exemple : plutôt que de parler de déportation de personnes d'origine étrangère, ils parleront de « remigration », une façon de rendre plus lisse et plus inoffensive une idée pourtant similaire.

Cette stratégie répond également à la tension dans laquelle sont pris ces militants de la toile : rendre aussi viral que possible un discours d'extrême droite mais en même temps viser plus large et donc grand public pour répondre au business model de ces réseaux et permettre à leurs idées d'élargir davantage la fenêtre d'Overton⁶.

UN RÉEL DANGER POUR NOS DÉMOCRATIES

Twitter, déjà connu pour valoriser les polémiques en 140 caractères, a été racheté par Elon Musk en 2023 et rebaptisé X. Désormais seul maître à bord, le même Musk, qui n'a pas hésité à faire un salut nazi à l'investiture de Trump et à soutenir ouvertement l'AFD allemande, fait la part belle aux idées les plus extrêmes. Le témoignage de France Inter est à ce titre édifiant : « *L'équipe de L'Oeil du 20 heures a décidé de créer un compte lambda. Quelques minutes après sa création, Elon Musk est partout (...). Puisque X insiste, nous nous abonnons au compte du milliardaire. Le réseau s'emballe alors, nous proposant de suivre des entreprises*



d'Elon Musk, telles que SpaceX, ou encore un influenceur masculiniste et le compte de Donald Trump (...) ». Mark Zuckerberg, grand patron de Facebook, a quant à lui déclaré en annonçant l'abandon du programme de fact-checking que le monde de l'entreprise « *serait "émasculé"* ». « *Cette sorte d'énergie masculine, je crois que c'est une bonne chose.* » Il ajoute : « *Je pense qu'une culture d'entreprise qui célèbre, un peu plus, l'agressivité à ses propres mérites, très positifs.* »

Malgré tous leurs défauts, les réseaux sociaux nous ont permis, militants et associations de gauche, de nous connecter, d'élaborer des discours et stratégies politiques, de nous mobiliser sur des enjeux fondamentaux pour la démocratie. Aujourd'hui, ils ont la capacité de filtrer et de censurer nos idées de manière à ce que les thématiques de la droite dure soient les seules qui semblent exister, au point de transformer notre perception du réel et d'enfermer le grand public dans des bulles algorithmiques. Face à ce constat, que faire, rester ou quitter ? À l'image du grand départ collectif de la plateforme X pour voguer vers des horizons plus démocratiques et décentralisés... Mais alors ne risquerait-on pas de se retrouver uniquement entre convaincus ? Plus que jamais, en tout cas, il est urgent de se saisir de ce sujet et de développer des stratégies d'autodéfense numérique. □

1. Pour « Français de souche » (sic).
2. Nicolas Lebourg, « Fachosphère » dans *Discours de haine et de radicalisation - Les notions clés*, Sous la direction de Nolwenn Lorenzi Bailly et Claudine Moïse, ENS Éditions, 2023.
3. L'alt-right est une mouvance d'extrême droite née à la fin des années 2000, mais qui s'appuie sur des références racistes relativement classiques. Ce terme a été créé par l'identitaire Richard B. Spencer, dont l'objectif est de défendre une culture occidentale blanche – qui serait menacée –, et qui prône la création d'un « Ethno-État » blanc et la mise en place d'un « nettoyage ethnique » qualifié de « paisible ».
4. Tristan Boursier, « Influenceurs d'extrême droite : le moteur caché du succès du RN », dans *The Conversation*, le 20 juin 2024.
5. Julien Chavanes, « Némésis, des identitaires grimées en féministes », *Le Monde*, 24 novembre 2024.
6. La fenêtre d'Overton est une approche permettant d'identifier les idées définissant le domaine d'acceptabilité des politiques gouvernementales possibles dans le cadre d'une démocratie. Les partisans de politiques en dehors de la fenêtre d'Overton cherchent à persuader, éduquer, voire désinformer l'opinion publique afin de déplacer et/ou d'élargir la fenêtre.
7. L. Poupon et al., « États-Unis : comment Elon Musk a mis l'algorithme de X à son service », sur *France Info*, le 10/01/2025.

« FÉMONATIONALISME »

Par Adrienne Demaret

OU LE FÉMINISME OPPORTUNISTE

Longtemps, les discours d'extrême droite ont relégué la femme à un rôle de mère, dans un monde patriarcal où les hommes avaient tout à dire. Un message qui séduisait peu les votes des femmes, dont les droits n'étaient pas mis en avant. Mais, ces derniers temps, les visages de ces partis se féminisent, et des groupements issus de cette mouvance s'approprient l'espace public pour se proclamer défenseurs de la femme, féministes même. On peut s'étonner que les partisans d'extrême droite virent ainsi leur cuti, à moins que cette stratégie ne serve plusieurs objectifs nationalistes.



Des groupes de femmes à l'extrême droite, il y en a toujours eu. Mais les débats et mouvements féministes étaient, eux, vus comme des menaces pour la famille traditionnelle. Les revendications féministes mettent en danger les valeurs de l'extrême droite et du patriarcat, sur lequel se fonde la vision de la société où la masculinité et la féminité sont perçues comme des faits naturels et biologiques. Les femmes sont des êtres vulnérables à protéger, leur procréation étant cruciale pour la survie de la nation, comme l'énonce François Debras, politologue : « Classiquement, les partis politiques d'extrême droite sont décrits comme des organisations machistes, exaltant la virilité et réduisant les femmes au rôle de mère. Ils véhiculent des discours antiféministes et critiquent les questions sociétales sur le genre (...). Les partis d'extrême droite promeuvent donc des politiques de natalité et s'opposent aux mariages homosexuels ou aux projets de loi relatifs à l'avortement qu'ils considèrent comme des menaces pour la "famille traditionnelle" ou "l'ordre naturel" ». Il semble donc très étonnant que cette mouvance politique se positionne à présent comme féministe. À y regarder de plus près, on découvre que cette nouvelle défense des droits des femmes se fait de deux manières, différentes mais intimement liées.

1. Protéger la femme blanche européenne contre le méchant immigré
De manière générale, l'insécurité liée à l'immigration est une thématique chère à l'extrême droite. C'est pour cela que chaque fait divers d'un crime commis par une personne issue de l'immigration sur une femme est récupéré par les mouvements « féministes » d'extrême droite et monté en épingle dans les médias et sur les réseaux sociaux. Sous couvert de défendre les femmes contre les viols, le harcèlement de rue ou les violences, l'extrême droite se concentre sur celles commises dans l'espace pu-

blic par des hommes issus de l'immigration. Pourtant, toutes les études le démontrent : il n'y a pas d'agresseur type, et la plupart des féminicides en Europe sont le fait d'une violence intrafamiliale. Parmi les figures de ce féminisme, on retrouve notamment le groupe « Némésis » (voir article sur l'influence), dont la présidente maintient que « dans certaines cultures, la culture du viol est davantage présente ». Quand un journaliste lui fait remarquer que toutes les dernières accusations médiatisées n'ont rien à voir avec des étrangers, elle répond : « On a notre lot à nous de porcs, est-ce que c'est intelligent d'en faire venir d'autres ? », une façon, encore, de ramener l'immigration au centre de la discussion.

2. Promouvoir la société occidentale comme le lieu d'émancipation de la femme Les discours nationalistes qui se disent féministes présentent l'égalité et les droits des femmes comme acquis en Europe, preuve que notre civilisation serait supérieure et évoluée, contrairement à celle arabo-musulmane qui serait misogyne, arriérée et hostile aux valeurs européennes. Comme l'explique Florence Vierendeel, chargée d'études et de communication politique : « De ce raisonnement émane un discours plus global, opposant la civilisation occidentale, "laïque et émancipée" au monde arabo-musulman, "patricial, intégriste et archaïque". La supériorité du peuple blanc et européen est revendiquée, face à des hommes étrangers nécessairement fanatiques et violents qui ne partagent pas "nos" valeurs et dont les femmes sont des victimes. Le port du voile cristallise cet essentialisme culturel : la femme musulmane qui revêt le foulard est nécessairement soumise et opprimée et doit être libérée de ses chaînes. La lutte pour l'égalité est donc un prétexte idéal pour alimenter et renforcer cet antagonisme entre le "nous", le bien, l'acceptable, le modèle à suivre et les "autres". Comme si cette lutte n'avait plus lieu d'être en Europe³... ». Les féministes identitaires estiment qu'une « vraie féministe » doit forcément rejeter l'Islam, puisque les femmes n'y sont pas l'égal de l'homme. Outre leurs obsessions sur l'Islam, on peut tout à fait élargir cette rhétorique aux populations d'Europe de l'Est, où les hommes sont nécessairement perçus comme des mafieux qui pratiquent la traite des femmes et sont chez nous pour y gérer des réseaux de prostitution. Les clichés sont posés : dans les autres cultures, l'homme est le bourreau, et la femme une victime à sauver. Mais l'originalité de l'approche de Sara Farris, professeure de sociologie à la Goldsmiths University de Londres, est de ne pas s'arrêter à une bataille idéologique. Elle montre, exemples à l'appui, que ces politiques ont des motivations et des conséquences économiques très concrètes. Les victimes à « sauver » sont poussées à « s'intégrer » par le marché du travail, afin de s'émanciper en s'assurant une indépendance financière. Seulement, comme le remarque Sara Farris : cette « émancipation » se fait surtout dans les secteurs les plus précaires, mal rémunérés et très genrés : le nettoyage, les travaux domestiques, la prise en charge des enfants, des personnes âgées ou handicapées... ce que les féministes traditionnelles dénoncent depuis des années comme étant des tâches réparties de manière inégale entre les hommes et les femmes.

LE FÉMONATIONALISME

On l'a bien compris au regard des deux précédents paragraphes : sous couvert de féminisme, les mouvements d'extrême droite défendent un agenda xénophobe et raciste. Ces logiques de récupération appartiennent à ce que Sara Farris nomme le fémonationalisme. La rhétorique de celui-ci passe par une racialisation du sexisme et consiste à défendre des mesures ou des politiques qui rejettent les étrangers sous prétexte qu'elles seraient nécessaires à la libération des femmes et à la défense de leurs droits, dans une société occidentale où l'État est présenté comme irréprochable sur la question. Or, nous sommes loin d'avoir atteint un idéal. Sara Farris ne nie pas « l'existence de rapports de domination parmi les populations immigrées, mais elle souligne qu'ils ne sont pas spécifiques à ces populations. Ce qui est particulier, c'est le regard porté sur elles : ainsi des violences faites aux femmes par des "autochtones" seront considérées comme autant de cas individuels, alors que celles exercées par des hommes venus "d'ailleurs" seront reliées à leur "culture"⁴ ». Que font les collectifs comme Némésis contre leur « lot de porcs » justement, quand on sait que les violences sont principalement le fait de proches ou de personnes connues des victimes ? Et il suffit de regarder l'ensemble des accusés du procès pour viol de Mazan qui vient de défrayer la chronique pour se rendre compte que ce groupe d'hommes est représentatif de l'ensemble de la société et de sa diversité.

EN BELGIQUE

Pour étayer son propos, Sara Farris s'est focalisée sur trois pays : la France, l'Italie et les Pays-Bas, où on constate la progression de partis nationalistes qui se servent de l'égalité hommes-femmes comme bouclier contre l'immigration. Mais on pourrait sans problème transposer l'analyse à la Flandre, où le Vlaams Belang utilise l'argument de l'égalité entre hommes et femmes, considérée comme une des valeurs fondamentales de nos sociétés, alors qu'il développe dans son programme des propositions qui vont à l'encontre de cette égalité. Le parti wallon d'extrême droite « Chez Nous » et le Vlaams Belang ont célébré la Journée internationale des droits des femmes en 2024, en insistant évidemment sur l'insécurité (harcèlement de rue, agressions, violences, viols, etc.). Le parti « Chez Nous » n'a pas fait dans la dentelle, puisque ses publications mettaient en scène une femme voilée avec les mots « liberté en danger », et un post sur les réseaux qui explique que l'islamisme est la plus grande menace pour le droit des femmes. Un discours qui va à l'encontre des messages féministes traditionnels qui prônent plutôt la liberté de choix, qu'il soit vestimentaire ou autre. Au nord du Pays, le Vlaams Belang a plutôt choisi le thème de la sécurité avec comme slogan pour la Journée des droits des femmes : « La peur doit changer de camp ».

LE FÉMINISME D'EXTRÊME DROITE N'EXISTE PAS

La récupération de la thématique du droit des femmes n'a rien d'étonnant, puisque l'extrême droite cherche par tous les moyens à alimenter le sentiment d'insécurité de la population, afin de critiquer l'Islam et de diffuser sa théorie du grand remplacement. Modérer le féminisme pour servir une idéologie raciste, réduire le droit des femmes à leur seule « sécurité », voilà qui est surprenant, mais finalement pas si inattendu de la part de l'extrême droite, qui cherche des voix à tous les râteliers. Et cela fonctionne, puisque, pour prendre l'exemple français, le RN de Marine Le Pen a gagné dix points dans l'électorat féminin entre le scrutin européen de 2019 et de 2024, passant de 20% à 30%⁵. Mais, contrairement à ce qu'ils affirment aujourd'hui, les partis d'extrême droite constituent encore et toujours une réelle menace pour les droits des femmes et des minorités. Les nouvelles figures féminines de l'extrême droite, qui combinent carrière professionnelle et enfants, se réapproprient un vocabulaire féministe pour véhiculer des messages centrés sur les

valeurs familiales les plus conservatrices. Par exemple, quand elles dénoncent le fait que les femmes qui travaillent doivent assumer de trop, plutôt que de s'attaquer à la charge mentale et à la répartition inégale des tâches domestiques, elles proposent un retour des femmes au foyer. Quand le parti Vox, en Espagne, propose l'allongement des congés de maternité et l'augmentation des allocations familiales pour les mères, ce n'est pas pour améliorer la condition des femmes, mais pour leur utérus. Lorsque Trump annonce qu'il est là pour protéger les femmes, « qu'elles le veuillent ou non » et ce en mettant des masculinistes notoires au pouvoir, il y a de quoi se poser des questions sur la façon dont certains partis politiques envisagent les droits des femmes. Sara Farris interpelle les femmes en général, et les féministes en particulier, sur l'instrumentalisation de leurs luttes pour justifier des politiques racistes. Car, comme l'analyse Michelle Perrot, historienne et militante féministe française, « qu'il [le féminisme] soit récupéré par l'extrême droite, c'est choquant. Le féminisme ne peut pas s'allier au racisme. C'est contre nature⁶ ». En effet, le féminisme promu par les partis d'extrême droite n'est pas un réel combat pour les femmes car il n'ambitionne pas de changer la société au nom d'un nouveau modèle plus égalitaire⁷. □

1. François Debras, « L'hypocrisie du fémonationalisme » dans Espace de Libertés, juin 2023.

2. Laure Daussy, « Quand le « féminisme » est récupéré par l'extrême droite : le collectif Némésis », dans Charlie Hebdo, n°1496, mars 2021.

3. Florence Vierendeel, « Quand l'extrême droite surfe sur la vague du féminisme », dans Femmes Plurielles, n°84, décembre 2023.

4. Irène Kaufer, « Comprendre les instrumentalisation racistes du féminisme », dans Les Grenades, 15 décembre 2021.

5. Ifop-Fiducial pour LCI, Le Figaro et Sud Radio, « Européennes 2024 – Sondage jour du vote : profil des électeurs et clés du scrutin », 9 juin 2024.

6. Propos repris par Laure Daussy, « Quand le « féminisme » est récupéré par l'extrême droite : le collectif Némésis », dans Charlie Hebdo, n°1496, mars 2021.

7. François Debras, « L'hypocrisie du fémonationalisme » dans Espace de Libertés, juin 2023.



LES NOUVEAUX TERRAINS DE L'EXTRÊME DROITE

DÉCRYPTAGE

Interview de
François Debras

Si l'extrême droite, connue pour militer en faveur de la restriction des droits fondamentaux, s'affiche clairement contre l'immigration, on sait moins qu'il est d'autres domaines de la vie publique à partir desquels elle gagne du terrain dans l'électorat. François Debras décrypte la manière dont elle avance, masquée, sous couvert d'arguments semblant politiquement corrects.



François Debras est professeur associé au sein du « Centre d'Études Démocratie » de la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie de l'Université de Liège. Son travail interroge les discours populistes, extrémistes et complotistes. En mai dernier, il intervenait dans un débat de Contrastes¹. En 2022, il a lancé PopEx (Populisme, Extrémisme et Complotisme), une chaîne de podcasts (sur Youtube, Spotify, Instagram et Facebook). L'objectif : « Sensibiliser et mieux comprendre la présence et la montée des phénomènes populistes, extrémistes et complotistes. » En 2023, PopEx est référencé par UNIA parmi ses outils pédagogiques².

L'extrême droite investit aujourd'hui des domaines dans lesquels on ne l'attendait pas. Comment expliquez-vous cette évolution ?

En France et en Belgique, différentes lois ont été votées et mises en place, notamment celles qui luttent contre le négationnisme, le racisme, toute forme de discriminations et à cette période, on constate que les partis politiques d'extrême droite ont opéré deux changements. L'un est lié à des éléments extérieurs notamment. Ainsi, pour éviter les amendes, l'extrême droite va adapter son discours. D'autre part, elle ne va plus vouloir se cantonner à un rôle marginal et va vouloir siéger au sein des institutions politiques, des exécutifs. Elle va donc mobiliser de nouvelles expressions, de nouveaux termes,

une nouvelle rhétorique. Par exemple, elle ne va plus parler de race mais plutôt de cultures et de religions. Il ne sera plus question de haine de l'autre mais de « la protection de soi ». On ne va plus dire que l'autre est un être inférieur mais on va plutôt parler en ces termes : « *Il faut protéger son patrimoine, protéger ses traditions, la beauté de sa langue, ses coutumes* ».

Le discours va se situer dans l'implicite, jouer sur les émotions, sur les sous-entendus, etc. L'extrême droite a bien compris qu'il y a des thèmes porteurs. L'un des premiers à l'avoir compris était Pim Fortuyn³ qui procédait à un renversement des valeurs de gauche, affirmant qu'il n'était pas d'extrême droite puisqu'il défendait les minorités homosexuelles, l'extrême droite étant, par nature, homophobe.

Aujourd'hui, Geert Wilders aux Pays-Bas, se situe dans sa continuité, poursuivant ce renversement des valeurs ; disant par exemple que, défendant l'État d'Israël contre le « totalitarisme musulman » et l'État islamique, il ne peut être d'extrême droite, celle-ci étant antisémite. On a pu observer cela à d'autres niveaux dans les années 2000, 2010.

En France, Marine Le Pen a injecté elle aussi de nouveaux éléments rhétoriques, de nouvelles formules pour connoter positivement son discours. Elle va parler de laïcité - ce que ne faisait pas son père -, de démocratie, ce que son père faisait moins. Elle va structurer son discours d'une façon particulière, démocratie devenant avant tout un argument permettant de distinguer les bons des mauvais. Pour Marine Le Pen et son parti, ils sont les vrais démocrates qui défendent le peuple contre les faux démocrates, les autoritaires, les totalitaires... lesquels peuvent être soit l'Union européenne, soit les multinationales, soit les étrangers.

Derrière cet argument, on ne trouve aucun enjeu lié à des valeurs, c'est-à-dire aucun projet de loi pour un renforcement de la démocratie qui est plutôt brandie comme un argument politique discursif et envisagée comme une forme de limitation d'encadrement de la société actuelle. L'extrême droite considère qu'en démocratie, c'est le pouvoir au peuple. Et qui fait partie de ce peuple ? Uniquement les Français dits « de souche » qui parlent français, respectent les traditions et les coutumes françaises. L'extrême droite va donc réinjecter idéologiquement le terme de démocratie.

Quels autres terrains sont actuellement investis par l'extrême droite, avec cette forme de renversement des valeurs de gauche ?

Dans la dernière campagne électorale, en Belgique francophone, le parti d'extrême droite *Chez nous* a parlé de l'écologie. Il est intéressant de voir comment il a chargé ce mot idéologiquement, comment il l'a construit dans son argumentaire.

En fait, lorsque l'extrême droite parle de l'écologie, elle ne fait pas référence à la question des pesticides, de la pollution, elle ne mobilise pas un cadre de compréhension de l'écologie mais elle va dire : « *L'écologie, c'est produire local pour des locaux* ». Autrement dit, l'écologie va être injectée par une idéologie spécifique : le nationalisme.

Mais la question de la nation étant perçue négativement (plus précisément auprès des jeunes), un nouveau terme chargé positivement va s'y substituer. L'extrême droite va donc se positionner en faveur d'une écologie, d'une souveraineté alimentaire ; ce qui n'est autre qu'une nouvelle façon d'injecter du nationalisme dans son discours autour de l'écologie, mais cela dans de nouveaux termes.



L'extrême droite s'empare donc des grands enjeux d'aujourd'hui sans y apporter d'autres propositions que celles qui sous-tendent depuis toujours ses visions de la société.

Voyez-vous d'autres terrains sur lesquels on ne l'attendait pas ?

L'extrême droite investit, nous l'avons vu, certains champs sémantiques, certaines formules (démocratie, écologie, droits des LGBTQIA+...), non pas en tant que valeur sociétale mais en tant qu'argument pour attaquer une communauté ou un adversaire politique. La question du féminisme et du droit des femmes illustre aussi cette stratégie. Ain-

si, les partis politiques d'extrême droite tels que l'AFD en Allemagne, le RN en France vont mobiliser la question de l'égalité homme-femme. Toutefois, si on observe les votes au sein des parlements, en général les partis politiques d'extrême droite se positionnent contre l'égalité salariale, contre tout ce qui concerne les questions liées à l'avortement, aux violences de genre, à la procréation médicalement assistée mais ils vont injecter une idéologie spécifique dans le féminisme, l'utilisant comme argument pour faire entendre que les musulmans, les étrangers n'accepteraient pas de donner des droits aux femmes ; une nouvelle façon d'attaquer l'Islam et l'immigration.

Un dernier exemple : celui du bien-être animal, un sujet très consensuel qui représente une belle mesure d'accroche pour l'électorat, entre autres via les réseaux sociaux. Derrière cela se glisse la question de l'abattage rituel, servie comme un argument contre l'immigration et contre l'Islam. Derrière l'apparence d'un projet sur les valeurs se cache donc un argument islamophobe.

Comment l'extrême droite justifie-t-elle ses positions en matière de liberté d'expression ?

Cette question procède de la même logique. La question de la liberté d'expression n'est pas pour l'extrême droite un combat dans le sens de donner à chacun la possibilité de s'exprimer dans l'espace public et de permettre à chacun d'avoir une voix. L'extrême droite est plutôt en faveur d'une opposition à l'expression de certaines personnes ou d'une certaine pensée, notamment les questions de postcolonialisme, de féminisme, de genre, etc. Elle va utiliser la liberté d'expression non pas comme une valeur en tant que telle mais comme un droit : celui de dire ce qu'elle veut, de s'exprimer, de siéger dans des institutions, de représenter l'électorat. Tout cela porté par l'expression : « *On ne peut plus rien dire !* », le « *On* », n'étant pas un « *on* » inclusif mais un « *on* », signifiant « *nous en tant que représentants d'une idéologie politique* ». Le « *plus* », sous-entendant qu'

« avant on pouvait dire ce qu'on voulait », alors qu'il y a toujours eu des limites juridiques et sociales à la liberté d'expression. Celle-ci n'est pas, pour l'extrême droite, une valeur à mobiliser mais un argument pour s'auto-attribuer le droit de dire ou de faire quelque chose. Dans cette logique, le fact-checking, la lutte contre les fake news, contre les propos incitant à la haine raciale, à l'antisémitisme seront perçus comme une forme de censure à son égard.

Il semble bien que ces stratégies portent leurs fruits. Y a-t-il d'autres facteurs qui expliquent cette montée en puissance de l'extrême droite en Europe et chez nous ?

Au niveau de sa communication numérique, l'extrême droite exerce une triple domination. Une domination historique : les partis politiques d'extrême droite sont en effet les premiers à s'être inscrits sur les réseaux sociaux et à avoir eu une existence numérique. Le premier parti politique européen à avoir été sur Internet et à avoir sa page Facebook, était le Front national en France. Internet et les réseaux sociaux permettent aux partis d'extrême droite de s'adresser directement au peuple et de contourner ainsi le refus des médias de leur tendre leur micro. Il existe aussi une domination quantitative. Ces partis sont ceux qui mettent le plus de moyens financiers sur les réseaux sociaux.

En Belgique, en 2023, le Vlaams Belang a investi 1 688 000 euros en publicité et en sponsoring sur Meta. La N-VA a dépensé un budget plus ou moins équivalent. Comparativement, sur sa page francophone, le PTB a investi un dixième de ce montant pour les réseaux sociaux. Cela montre que les partis politiques d'extrême droite se donnent les moyens d'être présents sur les réseaux sociaux, de toucher l'électorat, et en particulier les jeunes, via ceux-ci.

La domination est aussi qualitative. Les contenus sont brefs, percutants et portés par des émotions mobilisatrices comme



la colère, comme les sentiments d'injustice, d'impuissance qui vont toucher au plus profond de l'être et faire réagir. Cela sera ensuite renforcé par le fait que les algorithmes mettront en avant ces contenus, étant donné qu'ils auront suscité davantage de réactions. On a ainsi constaté que sur les réseaux sociaux, on sera plus vite confronté à des contenus de droite et d'extrême droite que de gauche. Il y a donc là tout un enjeu. Cela interroge aussi notre propre mode de fonctionnement et de réflexion en ligne : que partage-t-on ? Sur quoi allons-nous cliquer ? Liker ?

Quelles stratégies adopter pour contrer cette montée en puissance de l'extrême droite qui s'organise aujourd'hui à un niveau international ?

Des études ont montré qu'en France, on a observé que d'un point de vue géographique, plus les Françaises et les Français sont éloignés d'une gare, plus le vote en faveur de l'extrême droite augmente. Et plus globalement, plus vous êtes éloignés d'une gare, plus vous êtes aussi éloignés du service public et plus le tissu associatif est faible. Et donc, une façon de lutter contre l'extrême droite passe aussi par un tissu associatif, par une valorisation des services publics. On constate aussi que l'extrême droite aujourd'hui réinvestit le champ du travail, s'en faisant le porte-parole, le valorisant en le liant à des aspects identitaires. Et donc, augmenter le tissu social, valoriser le service public, lutter contre les inégalités sociales et écono-

miques, contribuent à rendre l'extrême droite moins présente.

En Belgique, il semble qu'on s'achemine plutôt vers un recul en matière d'avancées sociales de l'après-guerre. Quelles stratégies adopter ?

Il y a un enjeu sur l'engagement, sur la repolitisation des enjeux. Il faut expliquer que la situation est le résultat de choix politiques, analyser les alternatives, débattre ensemble. L'engagement politique est porté par des associations qui défendent les droits des minorités, par les syndicats, par des asbl Prisme (droits des LGBTQIA+), Territoires de la mémoire, la Ligue des droits humains et bien d'autres. Il s'agit davantage d'inscrire les citoyens dans la vie sociale, dans la vie économique, dans des réflexions politiques sur la société dans laquelle nous sommes, face aux différents choix auxquels on peut être confronté.

Les difficultés à boucler le budget de l'État et le déficit public n'ajoutent-ils pas de l'eau au moulin de l'extrême droite ?

Face à cette situation, je vois deux travaux à faire : d'une part, un travail de dénonciation, de déconstruction. Et d'autre part, un travail de construction. Par rapport au travail de déconstruction, en Belgique, on a une force : on a un cadre juridique qui permet d'identifier un discours, une pensée, un programme politique d'extrême droite.

Dans la partie francophone du pays, il n'y a pas de partis d'extrême droite institutionnalisés, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de discours et de propositions d'extrême droite. Face à cela, l'ensemble des instruments juridiques permettent de les identifier. Notre pays s'est doté d'une loi organique sur la Sureté de l'État⁴ qui définit l'extrémisme comme un positionnement, une attitude ou un discours qui s'opposerait aux institutions démocratiques, à l'État de droit et à la Convention européenne des droits de l'homme⁵. Si on veut donner une lueur

d'espoir, dessiner une piste, je recommande la lecture de cette Convention. Connaître la liste de ces droits permet de dénoncer les discours politiques qui y contreviennent. Une fois ce travail de l'identification de l'extrémisme, de l'extrême droite et de dénonciation réalisé, un travail de reconstruction peut s'opérer. Pour cela, on peut s'appuyer sur ce même texte rédigé à un moment donné par l'ensemble des partis politiques et l'ensemble des États européens qui ont dressé comme horizon la reconnaissance et l'application des droits humains. On peut ensuite projeter cela comme un avenir vers lequel il faudrait tendre. C'est un travail à faire tous ensemble ; un travail qui touche le milieu académique, le milieu journalistique, les milieux associatifs, syndicaux, politiques également.

Au vu du nombre de sanctions reçues par le secrétariat d'État à l'asile et la migration pour non-respect des droits, on semble loin du compte...

Il est vrai qu'on assiste à la non-exécution de certaines décisions de justice, disons-le, au non-respect de l'État de droit. En matière de droit d'asile, la N-VA propose un moratoire. On a face à cela un pouvoir d'identification et de dénonciation : l'asile est un droit fondamental. Un

moratoire sur l'asile est un moratoire sur un des droits inscrits dans la Convention européenne des droits de l'homme. Face à ces situations, il y a lieu d'établir à la fois des contre-discours mais aussi des discours alternatifs. Un exemple : la théorie du « grand remplacement » s'appuie sur un discours raciste et complotiste. Je vois deux façons de répondre à celui-ci ; un contre-discours qui explique que cette théorie est fautive, cela n'existe pas, c'est démontré par des anthropologues, des sociologues. Mais ce contre-discours donne une large place à cette théorie, l'inscrivant dans la pensée et dans le débat public. Il y a une autre façon de répondre à la théorie du « grand remplacement », à un discours prônant les push-back⁶ ou à d'autres discours d'extrême droite : le discours alternatif. Ainsi, quand une personne parle de la théorie du « grand remplacement », on peut rétorquer : « *Moi, je refuse de laisser mourir quelqu'un dans la mer Méditerranée* ». Par cette phrase, on va déplacer le débat sur la question du droit à la vie, sur l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme : « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants*⁷ ». □

Propos recueillis
par Laurence Delperdange

1. <https://www.equipespopulaires.be/2024/09/04/gauche-droite-extremes-a-t-on-perdu-nos-reperes-retour-sur-le-debat-de-contrastes-du-30-mai-a-liege/>
2. <https://www.youtube.com/@popex>
3. Philippe Antoine, « Il y a 20 ans, l'assassinat du leader populiste Pim Fortuyn ébranlait les Pays-Bas », sur RTBF Actus, le 6 mai 2022.
4. La Sûreté de l'État est le service de renseignement civil belge. Elle dépend depuis sa création du ministère de la Justice, aujourd'hui Service public fédéral Justice (SPF Justice). Créée dès l'indépendance de la Belgique, elle a vu ses missions évoluer au fil du temps.
5. La Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CSDH/F), communément appelée Convention européenne des droits de l'homme (CEDH, ou ConvEDH afin de ne pas être confondue avec la Cour européenne des droits de l'homme, qui en contrôle l'application et qui possède le même sigle), est un traité international signé par les États membres du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1950 et entré en vigueur le 3 septembre 1953, voir également https://www.echr.coe.int/documents/d/chr/Convention_FRA.
6. Litt. « repousser en arrière ». Pratique consistant à refouler les personnes à la frontière ou avant l'arrivée à la frontière, sans examiner la situation administrative et en refusant d'accéder au droit de demander l'asile. Il s'agit d'une pratique tout à fait illégale au regard de la Convention de Genève et des lois nationales, définition issue du site Migralect.
7. François Debras, Sibylle Gioe, « « C'est d'extrême droite » : s'outiller pour qualifier des discours et des propositions politiques », dans *Politique - Revue belge d'analyse et de débat*, juillet 2024.



En conclusion : il est nécessaire de construire ensemble un discours alternatif et de créer des ponts au sein de la société civile pour réenchanter et repolitiser certains enjeux et ne pas rester dans une logique passive ou de défense vis-à-vis de certains droits. **Il y a un projet à construire ensemble.**

MINORITÉS,

COMPRENDRE LE VOTE À L'EXTRÊME DROITE

Par Kim Dal Zilio

Qu'est-ce qui pousse des citoyens à soutenir des partis de droite, voire « à droite de la droite », dont on devine pourtant, à la lecture de leur programme – et à leurs sorties publiques – que ce vote ne leur sera in fine pas, voire pas du tout, favorable ? Parmi ces électeurs, pensons notamment aux classes populaires et aux publics les plus précarisés, aux femmes et aux minorités sexuelles notamment. Loin du jugement de valeur ou de la caricature, cet article se propose de faire un tour d'horizon de quelques facteurs structurant le vote à l'extrême droite. Car ce n'est qu'en comprenant ce qui motive ces électeurs à accorder leur voix à de tels partis que la gauche sera en mesure de proposer un narratif à rebours des stratégies bien rodées d'une droite de plus en plus décomplexée.



Il est d'usage de penser que le vote est un acte principalement rationnel. Pourtant, il est également dicté par une série d'autres facteurs, et ce, quelle que soit notre tendance politique. Il n'existe pas de relation monocausale à un vote. Au contraire, comme le cite Juliette Léonard¹ à propos des travaux sociologiques qui visent à comprendre les intentions de vote, « les différents niveaux de compréhension étudient des facteurs qui se coupent, s'entrechoquent, évoluent et prennent différents sens selon le positionnement socio-économique, le lieu, l'époque et l'offre politique ». Et de poursuivre : « Ces perspectives nous invitent à sortir du mythe libéral du citoyen éclairé qui sait se situer sur une échelle politique, maîtrise les différents programmes et enjeux et qui, au moment de voter, pose un choix rationnel représentant une opinion fabriquée en son for intérieur ». Attention, il ne s'agit pas ici de dire que le citoyen agit de manière impulsive ou irréfléchie, mais que différentes logiques sociales cohabitent et doivent être prises en compte pour comprendre ce qui se traduit en vote à un moment X. Décryptage de ce qui fait le vote.

LES MOTEURS DU VOTE

Parmi ces éléments, on ne peut faire l'impasse sur les trajectoires de vie et la diversité des parcours qui peuvent mener à accorder son vote à ces partis. Des événements individuels peuvent faire pencher la balance : « accidents de la vie » tels que chômage, maladie ou séparation, recherche de liens sociaux, besoin d'appartenance à un « nous » par opposition à un « eux » aux contours flous... Ainsi ce constat posé par Christèle Marchand-Lagier : « La force de l'extrême droite et ce qui en fait une menace aussi terrifiante est de réussir à s'insérer et se faufiler dans tous ces contextes et d'offrir à un nombre grandissant de personnes une impression de solution à leurs différents problèmes. Parfois, l'extrême droite se fait une place en s'opposant à la corruption, d'autres fois, elle offre une sensation de renouvellement politique, et parfois encore elle remplit un vide politique qui s'est constitué suite à l'abandon des partis de gauche² ».

Des propos corroborés par Vincent Jarousseau sur la RTBF : « Il y a toujours eu dans l'électorat de l'extrême droite une frange qui voulait donner un coup de pied dans la fourmilière de l'establishment. C'est une manière finalement, de faire peur à ceux qui sont au pouvoir (...) »³. Un argument que Donald Trump a bien compris, fustigeant « l'élite » à chaque occasion, en dépit du fait qu'il est lui-même un milliardaire, entouré de milliardaires...

LA POLITIQUE À L'ÈRE DE LA POST-VÉRITÉ

Accompagnant l'ascension de l'extrême droite partout sur le globe, le réel lui-même est remis en question, au point que passent pour de simples opinions des propos qui étaient encore hier sévèrement condamnés, non seulement socialement mais aussi juridiquement. Ce phénomène, qualifié de « post-vérité », est particulièrement délétère. Il se définit comme « ce qui est relatif aux circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence sur l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles »⁴.

En 1974 déjà, Hannah Arendt, philosophe et politologue allemande d'origine juive, s'inquiétait lors d'un entretien avec Roger Errera de la question de notre rapport au réel et de sa manipulation en ces mots :

« Dès lors que nous n'avons plus de presse libre, tout peut arriver. Ce qui permet à une dictature totalitaire ou à toute autre dictature de régner, c'est que les gens ne sont pas informés ; comment pouvez-vous avoir une opinion si vous n'êtes pas informé ? Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien.

C'est parce que les mensonges, de par leur nature même, doivent être modifiés, et donc un gouvernement menteur doit constamment réécrire sa propre histoire. En tant que citoyen, vous ne recevez pas seulement un mensonge – que vous pourriez continuer à croire pendant le reste de vos jours – mais vous en recevez un grand nombre, selon la façon dont le vent politique souffle.

Et un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et l'on peut faire ce que l'on veut d'un tel peuple . »

Une citation qui, 50 ans plus tard, résonne plus fort que jamais.

DES COMPÉTENCES POLITIQUES INÉGALEMENT DISTRIBUÉES

Deuxième élément à prendre en compte, l'inégale répartition de la compétence politique et l'intérêt pour ces sujets parmi nos concitoyens. La variable socio-économique semble ici jouer un rôle important : selon le niveau d'éducation, le revenu, le lieu de vie, etc., nous n'appréhendons pas la chose politique de la même manière. L'étude de Juliette Léonard pointe également ce fait : là où les personnes disposent d'un meilleur bagage politique, elles auront tendance à moins changer de ligne idéologique mais à changer plus facilement leur adhésion à un parti. *A contrario* elle souligne que « les personnes moins éduquées changent également d'opinion, mais changent moins facilement de choix de parti. Ces personnes votent moins souvent pour le parti qui représente le mieux leurs opinions. (...) ». Enfin, si le clivage droite-gauche semble connu de l'électorat, chaque citoyen ne se le représente pas de la même façon. Ainsi, pour pouvoir comprendre ces catégories et leurs représentations pour l'électorat, il est important de prendre en compte le sens que chacun y met.

Tous les électeurs ne connaissent pas forcément les programmes des partis, y compris parfois celui-là même pour lequel ils vont voter⁵. Ceci est d'autant plus vrai qu'à l'heure des réseaux sociaux et de la télévision, une grande partie des débats, qu'ils soient télévisés ou en ligne, repose sur le clash et la polarisation, ayant tendance à relayer le programme de ces partis au second plan pour ne garder que les déclarations les plus clivantes et polémiques. Par ailleurs, même s'ils ont pris connaissance des ambitions programmatiques du parti, les enquêtes de terrain semblent indiquer que cela donne lieu à des interprétations et compréhensions différentes selon les électeurs. En réalité, « les électeurs bricolent et s'approprient différemment les idées du parti pour lequel ils votent », de sorte qu'au sein d'une même section militante, des interprétations différentes peuvent coexister, faute d'une maîtrise suffisante du programme dans le chef de ses acteurs. Ce « bricolage » peut peut-être expliquer pourquoi des profils d'électeurs votent pour des partis qui ont une ligne idéologique allant à l'encontre de leurs intérêts.

DU SENTIMENT DE DÉCLASSEMENT À LA CONSCIENCE TRIANGULAIRE

Troisième facteur entrant en ligne de compte pour le vote, le sentiment de déclassement, de non-reconnaissance qu'une certaine frange de la population ressent, ce que certains nomment « mépris de classe ». À travers ce sentiment, ce serait un vote contestataire qui s'exprimerait ? Raphaël Challier, dans une étude sur une campagne municipale dans la France rurale, ex-

plique que « le mépris contre les fractions sociales inférieures s'assume de manière frontale à travers la dénonciation des 'cassos', des 'assistés' ou encore des 'beaufs'⁶ ». Dans un contexte socio-économique qui se dégrade, il pointe comment « il semble d'autant plus important, pour les habitants stables⁷, de réaffirmer l'importance de l'effort individuel face au risque de chute sociale ». Ainsi se façonnent le « eux » et le « nous ».

La notion de « conscience triangulaire » est souvent mobilisée pour expliquer ce phénomène. Elle désigne « le fait de se sentir menacés d'un côté par « le haut » et ceux qui sont perçus comme des élites et, de l'autre côté, par « le bas », c'est-à-dire les « assistés » et les immigrés⁸ ». Ce phénomène crée un « sentiment d'injustice sociale et l'impression d'être les seuls à ne pas profiter d'un système qui privilégierait tous les autres » et ce, souligne Juliette Léonard, même si ces électeurs ne sont pas nécessairement plus défavorisés économiquement que d'autres. Ainsi, souligne l'auteure de cette étude, « le racisme est une manière de concevoir le social et est une réponse aux nombreux problèmes que ces électeurs énoncent », un élément qui demeure particulièrement structurant dans le vote à l'extrême droite. À noter toutefois que le racisme n'est pas l'apanage de ces électeurs, il peut prendre d'autres formes au sein de groupes sociaux qui ont davantage de facilité à le masquer mais qui ne remettent pas pour autant en question l'aspect systémique du racisme dans nos institutions, qui dépasse largement la seule responsabilité individuelle.

UN VOTE PLEINEMENT PARTISAN ?

Enfin, un autre élément à prendre en compte concerne la sphère intime dans laquelle évoluent certains de ces électeurs. Si leur entourage est acquis à l'extrême droite, il peut être difficile de s'en distancer. Que ce soit par besoin de conformisme ou sentiment de loyauté, on ne vote pas que pour soi mais on engage également son entourage le plus proche. Il est dès lors d'autant plus compliqué de s'en distancer que demeure le poids d'« une

éducation politique » et des échanges de vues idéologiquement dans le champ de la droite dure, qui normalisent leurs revendications anti-démocratiques.

En outre, les enquêtes de terrain semblent montrer qu'une partie des votants à la droite de la droite, ne le font pas par entière et pleine conviction, ni par adhésion aveugle à toute la rhétorique du parti. Ce vote s'accompagne aussi pour eux de doutes et de questionnements, voire même de craintes. Lors des dernières élections, qu'elles soient belges ou françaises, nous avons régulièrement entendu des « On n'a jamais essayé », de la bouche de personnes ayant donné leurs voix de ce côté de l'échiquier politique. Une affirmation qui dénote davantage d'un certain fatalisme que d'une posture militante assumée.

PAR-DELÀ LE FATALISME

Au vu des quelques éléments énoncés ci-dessus, il est urgent que la gauche prenne la mesure du sentiment de désaffiliation et de déclasserment qui s'exprime par une partie de l'opinion publique et se traduit par un vote contestataire. Il lui faut pouvoir entendre ces colères et ces craintes auxquelles l'extrême droite semble offrir des réponses toutes faites. Et ce, sans prétention d'expliquer aux milieux socio-économiques les plus défavorisés comment « bien » voter, mais en réinvestissant un programme et un imaginaire qui replace la justice sociale au cœur des préoccupations. □



1. Juliette Léonard, « Se détourner de l'extrême droite : quelques éléments de sociologie utiles à la compréhension de cet électorat », étude pour le Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion, septembre 2024.

2. Christèle Marchand-Lagier, « Le vote FN », *Ouvertures politiques*, De Boeck Supérieur, 2017, citée par Juliette Léonard dans son étude, op. cit.

3. Vincent Jarousseau, « Qui sont les électeurs du Rassemblement National ? Et pourquoi votent-ils pour l'extrême droite ? », propos recueillis par Fabienne Cullus, RTBF Info, le 31 janvier 2025.

4. Françoise Laugée, « Post-vérité », dans *La revue européenne des médias numériques* n°41, 2016-2017.

5. Notons, à nouveau, que ce n'est pas que le fait des électeurs de droite ou d'extrême droite.

6. Raphaël Challier, « S'engager au Front national pour ne plus être des 'cassos' ? Le rôle du mépris de classe dans une campagne municipale », dans *Sociétés Contemporaines* n°119, 2020.

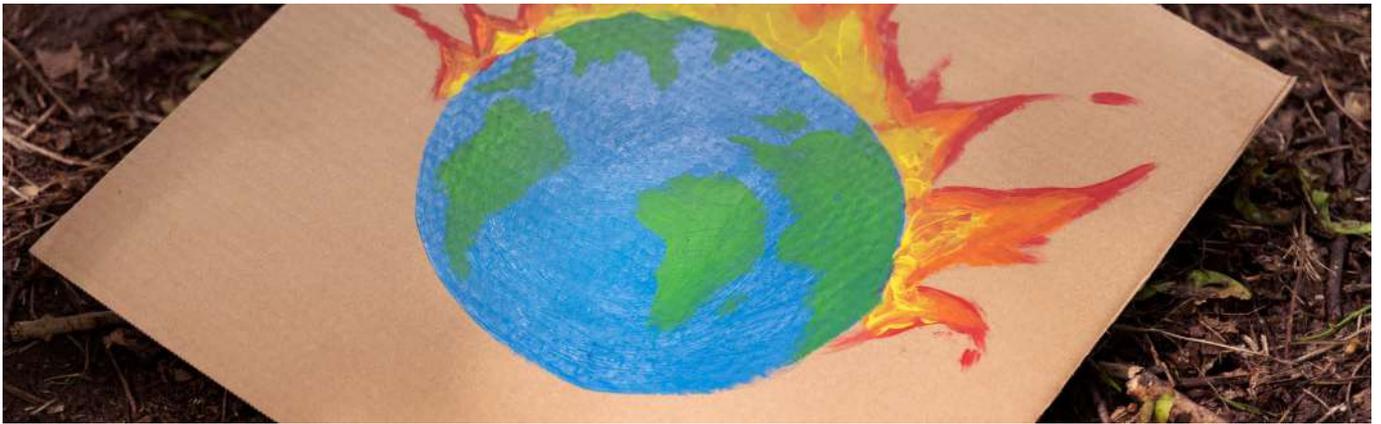
7. L'auteur fait référence à ceux qui échappent à la précarité : chômage, addictions, etc.

8. Juliette Léonard, Ibidem.

ÉCOFASCISME :

« SAUVEZ LES ABEILLES, PAS LES MIGRANTS »

Par Monique Van Dieren



L'extrême droite et l'écologie ne font a priori pas bon ménage. Pourtant, les partis d'extrême droite se drapent de plus en plus d'un voile écologique, mais celui-ci cache des relents identitaires et racistes. On assiste également à la renaissance de groupuscules écofascistes et survivalistes. Faut-il craindre leur développement, voire une contamination de l'écologie politique, sociologiquement de gauche ? La question mérite d'être prise au sérieux.

L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans de nombreux pays a aggravé la crise climatique. On pense à la destruction de la forêt amazonienne au Brésil sous le gouvernement Bolsonaro, ou à l'accélération de l'industrie pétrolière sous le premier mandat de Trump. Les lobbies agroalimentaires pour le premier, et pétroliers pour le second ont largement contribué à leur élection.

DES PARTIS POLITIQUES CLIMATO-SCEPTIQUES OU CLIMATO- RASSUREURS

En Europe également, les partis d'extrême droite nationalistes sont « climato-sceptiques » ou « climato-rassureurs » ; ils ne nient pas le dérèglement climatique mais remettent en cause l'origine humaine de ce changement ou en minimisent ses effets. De manière générale, ils s'intéressent peu à la question. Et lorsque ces partis parlent d'écologie, c'est généralement lié à une vision conservatrice et identitaire, une « protection de la nature et des territoires » qui suppose pour eux

un rejet de l'immigration. Selon Jordan Bardella, président du Rassemblement National en France, « lorsqu'on est patriote, on a le souci et l'inquiétude de la survie de son propre peuple et de sa propre civilisation, mais aussi de l'environnement dans lequel cette civilisation s'épanouit¹ ». Ou encore : « Le meilleur allié de l'écologie, c'est la frontière ».

Et quand l'écologie fait partie de leur programme, les mesures préconisées aggravent généralement le changement climatique. Aux Pays-Bas par exemple, le parti BBB (Mouvement agriculteur citoyen) s'est mobilisé contre le Plan Azote visant à réduire les émissions des gaz à effet de serre du milieu agricole. Ce parti a été à la tête de la contestation des agriculteurs dans de nombreux pays européens (notamment en France, en Allemagne et en Belgique). Deuxième force politique aux Pays-Bas depuis les élections de 2023, il soutient le parti d'extrême droite de Geert Wilders actuellement à la tête de la coalition gouvernementale.

En Belgique, le Vlaams Belang et la N-VA (majoritaires en Flandre) sont quant à eux à ranger dans la catégorie des « climato-rassureurs ». Les discours alarmistes sur le réchauffement clima-

tique dérangeant de nombreux citoyens, et ces partis l'ont bien compris : « *Les faits sont reconnus mais la responsabilité est transférée à d'autres, et les citoyens sont déchargés de toute responsabilité, donc rassurés. Le climat est en train de changer, mais notre pays est responsable de moins de 1% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Ce sont aux gros pollueurs de prendre leurs responsabilités. Arrêtez de culpabiliser les gens lorsqu'ils mangent un bon steak. La fête peut continuer. Nous ne devons pas nous sentir coupables, nous pouvons continuer à vivre comme nous le voulons²...* ».

En Wallonie, le parti d'extrême droite *Chez Nous* fondé en 2021 (qui a obtenu 2,8% aux élections régionales et 0,9% aux élections fédérales en juin 2024) se présente comme un « *défenseur de l'écologie du terroir* » : On retrouve dans son programme des slogans racistes avec un accent mis sur l'identité chrétienne et l'opposition à l'immigration, mais aussi la défense des territoires locaux et des traditions face à la mondialisation³.

QUAND LA COLÈRE DES AGRICULTEURS FAIT LE LIT DE L'EXTRÊME DROITE

Depuis plus d'un an, les agriculteurs manifestent régulièrement leur colère face au projet européen du Green Deal. Ces mesures remettent en question la productivité de leurs exploitations, et donc leurs revenus. Or, les agriculteurs sont les premières victimes du modèle productiviste, qui ne leur assure pas un revenu suffisant, et du changement climatique. En outre, les agriculteurs sont les premiers touchés par les effets néfastes des pesticides sur la santé.

Pourquoi cette rancœur de nombreux agriculteurs vis-à-vis des écologistes ? Le fossé semble s'agrandir, alors que leurs intérêts devraient converger. Une des explications est sans doute sociologique. Vu l'urgence écologique, la tentation est grande de vouloir imposer des mesures qui suspendent ou restreignent certains droits et libertés, voire qui touchent les revenus de certaines catégories de populations, dont les agriculteurs.

L'extrême droite l'a bien compris et tente de surfer sur leur colère pour élargir ou consolider son électorat. C'est notamment ce qui s'est passé aux Pays-Bas lors des dernières élections. Ou encore en France où la tension entre écologie et agriculture a été exploitée par l'extrême droite : « *L'écologie, oui, mais l'écologie punitive, non* », a déclaré Jordan Bardella, président du RN.





L'ÉCOFASCISME EN RECRUDESCENCE

Au-delà des partis politiques d'extrême droite qui se préoccupent très peu d'écologie ou en ont une vision restrictive et identitaire, on assiste, en France notamment, à la multiplication de groupuscules d'extrême droite qui s'approprient les fondements de l'écologie pour légitimer leur obsession identitaire et leur discours de haine.

L'écofascisme puise ses racines dans les théories de Malthus au 19^e siècle, qui faisait de la surpopulation la principale cause du problème écologique. Il préconisait la régulation des naissances au sein des classes populaires « pour éviter la fin prématurée de l'espèce humaine ». Le mouvement allemand Völkisch « mêlait environnementalisme et nationalisme xénophobe. Ces deux courants se sont entremêlés et ont donné naissance à « l'aile verte » du parti nazi. Des milliers de fermes agro-écologiques ont été créées. Leur écologie était liée à l'idée d'enracinement, dans le but de définir une communauté politique racialement homogène sur un territoire délimité par des frontières naturelles⁴ ».

Depuis les années 1970 en France, des in-

tellectuels et écrivains sont les principaux instigateurs de ce courant écofasciste (on peut notamment citer Guillaume Faye, Renaud Camus ou encore Alain de Benoist). Ils mènent un travail idéologique pour incorporer les thèmes de l'écologie à l'extrême droite. Pour Gaspard d'Allens, l'écologie sert de paravent à une pensée ségrégationniste. « Alain de Benoist, le fondateur du Grece⁵, se dit lui-même décroissant et utilise le concept de nature pour légitimer la sélection, l'inégalité et la hiérarchie. Selon lui, la vraie écologie se doit de préserver la diversité humaine par le maintien des grandes races dans leur environnement naturel. » Et l'auteur poursuit : « L'écofascisme n'est pour l'instant qu'une idéologie reliant l'écologie à la haine de l'autre. Il ne constitue pas encore en tant que tel un mouvement. Mais il pourrait le devenir, notamment s'il se rapproche des courants fascistes plus traditionnels⁶ ».

Le développement de l'écofascisme se traduit par différentes pratiques : « Certains groupes appellent à créer des « Zones identitaires à défendre » (Zid), d'autres achètent des fermes à la campagne pour « défendre les terroirs », d'autres s'arment lourdement en prévision d'une hypothétique guerre civile. Certains apprennent les rudiments de la vie sauvage en pleine nature et se revendiquent de la décroissance. Fruit d'un bricolage idéologique

déconcertant, ces mouvances mêlent culture de l'alimentation saine et fascination pour les armes, haine des migrants et jardinage, virilisme et néopaganisme⁷, à l'image des suprémacistes blancs aux États-Unis, qui n'hésitent pas à appeler à des techniques de clandestinité et à la pratique du survivalisme. La crise climatique accélérerait le « Grand remplacement ». Pour y résister, les écofascistes pensent qu'il va falloir accaparer et protéger les rares territoires où les « populations de souche » pourraient encore vivre, et lutter contre « les hordes de migrants » qui fuient les autres continents devenus inhospitaliers. Ces courants disparates marquent une recomposition en profondeur du mouvement fasciste⁸ ».

Bien que le noyau des militants écofascistes soit encore restreint, plusieurs revues françaises d'extrême droite diffusent leur idéologie. Ils trouvent également un plus large écho sur les réseaux sociaux, où les messages racistes (*Sauvez les abeilles, pas les migrants*), voire fascistes (*Pour un écologisme aryen*) circulent sans complexes.

FOLKLORE OU RÉEL DANGER ?

Le danger est réel et cette vision n'est pas seulement théorique. Quelques faits divers tragiques nous le rappellent. En 2019, en Nouvelle-Zélande, un homme a tué 51 personnes dans une mosquée. Quelques minutes auparavant, il a diffusé un manifeste dans lequel il se revendiquait ouvertement « écofasciste ». Pour lui, « l'immigration et le réchauffement climatique sont deux faces du même problème. L'environnement est détruit par la surpopulation [...] Il faut tuer les envahisseurs, tuer la surpopulation, et ainsi sauver l'environnement⁹ ».

En France, le parquet antiterroriste a déjà dû intervenir à plusieurs reprises auprès de groupes ou personnes de la mouvance survivaliste. Ceux-ci sont généralement lourdement armés et passent parfois à l'acte. En 2022, un

homme a abattu trois gendarmes dans le Puy-de-Dôme. L'homme se disait catholique très pratiquant, extrémiste et survivaliste. Il semblait convaincu de la fin du monde prochaine.

Moins dramatique mais tout aussi inquiétant, plusieurs « fermes nationalistes » ont déjà été créées en France. Elles prônent une vie en communauté seulement entre Blancs. Toujours selon la revue *Reporterre*, l'association France-Village avait pour ambition d'acheter un petit village pour « sauver la race blanche ».

Au-delà des faits, le discours fallacieux de l'extrême droite sur l'écologie s'impose progressivement, à un moment où elle a le vent en poupe dans de nombreux pays européens. Le risque est grand qu'elle remporte la bataille idéologique sur la conception de l'écologie ; une conception avant tout identitaire, raciste et anti-universaliste.

Une clarification idéologique est donc indispensable si nous voulons éviter que cer-

tains milieux d'extrême droite ne se réapproprient nos combats. Des notions telles que protection de la nature, décroissance, effondrement, souveraineté alimentaire, démographie peuvent être complètement antinomiques selon le prisme politique qui les analyse (voir encadré ci-dessous).

Pour Pierre Madelin¹⁰, « *les théories éco-fascistes sèment un certain trouble dans l'écologie politique. Même si aucun gouvernement ne s'en est encore revendiqué, la mouvance, encore embryonnaire, pourrait bien s'intensifier dans les années à venir. Plus la crise écologique s'aggrave, plus les solutions démocratiques et émancipatrices dont nous disposons pour y faire face s'amenuiseront, et plus au contraire des solutions extrêmes, aujourd'hui encore impensables, risquent de s'imposer* ».

Comme l'annonçait déjà André Gorz dans les années 70, « *la grande bataille a commencé. Ce sera leur écologie ou la nôtre* ». □

NOUS DÉFENDONS LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ... MARINE LE PEN AUSSI !

Pour les partis politiques et groupuscules d'extrême droite, la souveraineté alimentaire est une garantie de l'autonomie, de la protection et de l'identité d'un pays ou d'une communauté. « *L'extrême droite mise sur le rejet de l'altérité et de l'immigration au nom de la préservation d'une production locale, et n'entend pas défendre les intérêts des petits paysans des Suds. Elle est une invitation au repli sur soi et à la xénophobie*¹¹ ».

À l'opposé de cette vision identitaire, les progressistes ont une vision universaliste de la souveraineté alimentaire. Pour Emma Courtine, chargée de mission à la coordination européenne Via Campesina, « *il faut associer l'objectif de souveraineté alimentaire à un commerce international profitable à l'agriculture sans mettre en péril l'approvisionnement global. La souveraineté alimentaire entend fédérer les mouvements sociaux du monde entier sur les questions d'agroécologie, de genre, de jeunesse, de migrants, de sans-terre et de peuples autochtones. Elle prône la solidarité entre les peuples* ».

Il y a donc bien deux conceptions antinomiques de la souveraineté alimentaire. Du côté de la gauche, il y a urgence à sensibiliser aux dérives du langage, et plus globalement à la récupération politique de l'écologie par l'extrême droite.

1. Cité dans un article de Léa Guedj « Dans les médias d'extrême droite, une croisade anti-écologie », dans la revue *Reporterre* du 28 septembre 2024.

2. Luc Barbé, « La N-VA et le Vlaams Belang, ces "climato-rassureurs" », *Etopia*, 14 juin 2019.

3. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Chez_Nous_\(Belgique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Chez_Nous_(Belgique)).

4. Gaspard d'Allens, « Du 19^e siècle à Zemmour, l'écofascisme contamine le débat politique », Revue *Reporterre* n°13, septembre 2023, p. 16.

5. Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne.

6. Gaspard d'Allens, « Enquête sur l'écofascisme : comment l'extrême droite veut récupérer l'écologie », Revue *Reporterre* n°13, septembre 2023, p. 7 et 8.

7. Le paganisme fait partie des courants religieux ou philosophiques qui sont apparus en réponse à la déchristianisation dans les pays occidentaux. Le néopaganisme est basé sur le culte de la Nature et du Cosmos. Il prend de nombreuses voies, parfois différentes dans leur inspiration. Il existe un néopaganisme de droite, voire d'extrême droite, mais également beaucoup d'associations néopaganiennes de tendance démocratique et quelquefois de sensibilité de gauche ou du centre.

8. Gaspard d'Allens, « Enquête sur l'écofascisme : comment l'extrême droite veut récupérer l'écologie », Revue *Reporterre* n°13, septembre 2023, p. 7 et 8.

9. Brenton Tarrant, cité dans l'article de Gaspard d'Allens, « Enquête sur l'écofascisme : comment l'extrême droite veut récupérer l'écologie », Revue *Reporterre* n°13, septembre 2023, p. 9.

10. Pierre Madelin, *La tentation écofasciste. Écologie et extrême droite*, Éditions Écosociété, 2023.

11. Citée par Laurence Delperdange dans la revue *Défis Sud* n°141, édition annuelle 2024.

L'EXTRÊME DROITE là où on ne l'attend pas

Édito : Contre l'extrême droite triomphante, mener la lutte au bon endroit

2



Impossible de l'ignorer, en ce début 2025, les partis d'extrême droite et le fascisme sont partout. Comment en est-on arrivé là ? C'est le résultat d'une longue stratégie de dédramatisation qui ne doit rien au hasard. L'extrême droite a bien compris aussi que, pour rendre ses idées acceptables, il fallait multiplier les canaux et prêcher, « là où on ne l'attend pas ».

Extrême droite, la toile sous influence

3



Une réflexion sur la manière dont l'extrême droite utilise les codes des réseaux sociaux et de l'influence pour faire avancer ses thématiques de prédilection (immigration, « grand remplacement », sécurité, etc.) dans le paysage culturel. Une stratégie permettant d'élargir encore la fenêtre d'Overton, jusqu'à imposer ces discours dans le débat public.

« Fémonationalisme », ou le féminisme opportuniste

6



Longtemps les discours de l'extrême droite ont relégué les femmes au second plan, leur conférant principalement le rôle de mère et de gestionnaire du foyer. Les femmes représentant néanmoins la moitié de l'électorat, ces partis ont ces dernières années multiplié les stratégies, au nom d'un féminisme dévoyé, pour tenter de rallier les femmes à leur cause.

Les nouveaux terrains de l'extrême droite : décryptage

9



Dans cette interview, François Debras, professeur associé au sein du « Centre d'Études Démocratie » de la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie de l'Université de Liège, décrypte la manière dont l'extrême droite avance, masquée sous couvert d'arguments semblant politiquement corrects.

Minorités, comprendre le vote à l'extrême droite

13



Qu'est-ce qui pousse des citoyens à soutenir des partis de droite, voire « à droite de la droite », dont on devine pourtant, à la lecture de leur programme – et à leurs sorties publiques – que ce vote ne leur sera *in fine* pas, voire pas du tout, favorable ? Tentative de décryptage d'un vote aux multiples causes.

Écofascisme : « Sauvez les abeilles, pas les migrants »

16



Cette affirmation (bien réelle), qui percole dans certains milieux d'extrême droite se revendiquant de l'écologie, illustre la manière dont cette idéologie tente de récupérer certains enjeux de société majeurs à son profit. Derrière cet intérêt affiché pour l'écologie se cache pourtant un dessin bien plus sombre que cet article se propose d'analyser.



Prix au n° : 5€

Pour s'abonner

(Contrastes + Fourmière) :

Versez 21€ au compte BE46 7865 7139 3436
des Équipes Populaires, avec la mention :
"Abonnement à Contrastes"
+ votre nom